

Préparation de rentrée : Les étapes

Le chef d'établissement

- Reçoit une dotation globale
- Prépare une répartition par classes et disciplines
- La soumet au conseil pédagogique
- La soumet au vote en CA

Préparation de rentrée : Les étapes

La discussion en conseil pédagogique

- Porte sur la répartition des heures (dédouplements, options, etc) qui figure dans le TRMD
- Met les disciplines en concurrence
- Peut être préparée par une HIS

Préparation de rentrée : Les étapes

Le vote en CA

- Porte sur le TRMD amendé en conseil pédagogique et sur les compléments de service, créations/suppressions qui en découlent
- Les propositions sont ensuite validées par le rectorat (ou pas)
- Il est possible d'éviter des CSD/CSR/suppressions de poste en jouant sur le ratio HP/HSA/La répartition entre disciplines/le volume d'heures accordé

Préparation de rentrée : Les étapes

Évaluer la meilleure stratégie en fonction de la situation:

- Les collègues sont-ils et elles prêt·es à se battre ?
- Est-il possible d'obtenir un vote contre la DGH en CA ?
- Si non, est-il possible d'obtenir des améliorations par une autre voie?

Après le CA : poursuivre le combat

- Informer le S2 et le S3 des demandes de l'établissement.
- Saisir le recteur, l'IA-DASEN pour formuler les demandes et solliciter une audience
- Mener des actions : actions locales, manifestations, information des élus locaux et des médias.
- Informer les personnels de leurs droits et les défendre (notamment en cas de mesure de carte scolaire).

Préparation de rentrée : Les étapes

Les problèmes les plus courants :

- Absence de documents ou documents lacunaires
- Répartition inéquitable
- Refus de mettre la répartition au vote
- Chantage affectif pour éviter un vote contre

Le conseil pédagogique

Article R421-41-3, Modifié par Décret n°2019-1404 du 18 décembre 2019 - art. 2, extraits :

2° Le conseil pédagogique est consulté sur (...) l'organisation et la coordination des enseignements ;

3° Formule des propositions quant aux modalités de l'accompagnement pédagogique des élèves, que le chef d'établissement soumet ensuite au conseil d'administration. Ces propositions portent plus particulièrement sur la différenciation des approches pédagogiques, notamment les aides pour les élèves rencontrant des difficultés dans les apprentissages scolaires ;

4° Prépare, en liaison avec les équipes pédagogiques et, le cas échéant, avec le conseil école-collège (...) les propositions d'expérimentation pédagogique, dans les domaines définis par l'article L. 314-2 du code de l'éducation ;

5° Contribue à l'organisation pédagogique des cycles, y compris le suivi et l'évaluation de leur mise en œuvre ;



Le conseil d'administration

Article R421-2 :

Les collèges, les lycées, les écoles régionales du premier degré et les établissements régionaux d'enseignement adapté disposent, en matière pédagogique et éducative, d'une autonomie qui porte sur :

1. L'organisation de l'établissement en classe et en groupe d'élèves ainsi que les modalités de répartition des élèves ;
2. L'emploi des dotations en heures d'enseignement et, dans les lycées, d'accompagnement personnalisé mises à la disposition de l'établissement dans le respect des obligations résultant des horaires réglementaires [...]

Article R421-20 :

En qualité d'organe délibératif de l'établissement, le conseil d'administration, sur le rapport du chef d'établissement, exerce notamment les attributions suivantes :

1. Il fixe les principes de la mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative dont disposent les établissements dans les domaines définis à l'article R421-2 et en particulier, les règles d'organisation de l'établissement. [...]

Le conseil d'administration

Article R421-9:

En qualité d'organe exécutif de l'établissement, le chef d'établissement : 7. Soumet au conseil d'administration les mesures à prendre dans les domaines définis à l'article R. 421-2 et exécute les décisions adoptées par le conseil. Dans l'hypothèse où la proposition relative à l'emploi des dotations en heures est rejetée par le conseil d'administration, une nouvelle proposition lui est soumise. Le second vote du conseil doit intervenir dans un délai de dix jours suivant son premier vote. En cas de rejet de cette seconde proposition, le chef d'établissement en qualité de représentant de l'État arrête l'emploi des dotations en heures.

Article R421-25 :

[...] Le chef d'établissement fixe l'ordre du jour, les dates et heures des séances du conseil d'administration en tenant compte, au titre des questions diverses, des demandes d'inscription que lui ont adressées les membres du conseil. Il envoie les convocations, accompagnées de l'ordre du jour et des documents préparatoires, au moins huit jours à l'avance, ce délai pouvant être réduit à un jour en cas d'urgence